

International

FORUM GÉNÉRATION ÉGALITÉ: LES 25 ANS DE LA DÉCLARATION DE PÉKIN

Delphine O, Amandine Clavaud

La Déclaration et la Plateforme d'actions de Pékin, qui fixent des objectifs pour atteindre l'égalité entre les femmes et les hommes, ont été adoptées il y a vingt-cinq ans par 189 pays. Le Forum Génération Égalité, qui se tiendra du 7 au 10 juillet 2020 à Paris, fera le bilan de cette Déclaration. Delphine O, ambassadrice et secrétaire générale du Forum Génération Égalité, a échangé avec Amandine Clavaud, responsable Europe, Égalité femmes-hommes à la Fondation Jean-Jaurès, pour présenter les enjeux du Forum, ses objectifs, et le rôle de la France, comme celui de la société civile, dans ce processus.

Transcription de l'entretien

Amandine Clavaud : Delphine O, vous êtes ambassadrice, secrétaire générale du Forum Génération Égalité. La déclaration et le programme d'actions de Pékin ont été adoptés il y a vingt-cinq ans maintenant. Elle fixe les objectifs en matière d'égalité des sexes au niveau mondial. Est-ce que vous pourriez nous présenter les objectifs du Forum Génération Égalité qui va faire le bilan de la déclaration, à Paris, du 7 au 10 juillet ?

Delphine O : Bonjour à toutes et à tous. Effectivement, le Forum Génération Égalité, c'est le plus grand rassemblement, le plus grand sommet historique en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes, et des droits des femmes depuis vingt cinq ans. La dernière grande conférence internationale pour les droits des femmes a eu lieu à Pékin en 1995. Elle a donné lieu à deux documents très importants : la plateforme d'action de Pékin et la déclaration de Pékin qui ont posé le cadre normatif international des droits des femmes et les engagements des États à faire avancer les droits des femmes. Or, vingt-cinq ans après, nous nous retrouvons donc, dans un premier temps à Mexico en mai, et à Paris du 7 au 10 juillet 2020 pour deux choses, deux objectifs : célébrer les vingt-cinq ans de cette plateforme d'action de Pékin, faire le bilan à la fois des progrès et des régressions en matière des droits des femmes que nous avons pu observer partout dans le

monde. Le deuxième objectif, c'est de ne pas s'en tenir au regard vers le passé mais avoir un regard vers l'avenir, et de lancer une nouvelle dynamique pour le futur, pour les cinq, dix, vingt-cinq prochaines années pour les droits des femmes. Et cette dynamique-là, nous allons l'incarner dans des coalitions d'action, ce sera notre produit final de ce Forum Génération Égalité. Nous allons lancer six coalitions d'action qui vont rassembler à la fois des États, des entreprises du secteur privé, des ONG, des associations, des organisations internationales, des parlements et toutes les catégories d'acteurs qui sont engagés au jour le jour pour l'égalité entre les femmes et les hommes. Ces coalitions d'action sont des programmes d'action, très concrets, il n'est pas question à Paris de revenir sur un texte. Nous n'allons pas rouvrir la plateforme d'action de Pékin ou une nouvelle résolution internationale. Nous sommes résolument tournés vers l'action, car les droits des femmes existent dans les textes, le problème c'est qu'ils ne sont pas mis en œuvre. D'où ces coalitions d'action avec un programme d'action entre 2020 et 2025, des acteurs supplémentaires, des financements supplémentaires et une sorte de test d'expérimentation, une accélération pour l'implémentation des droits des femmes.

AC : Justement, dans cette perspective du Forum, est-ce que vous pourriez nous dire un mot du rôle de la France et de ses priorités ?

DO : La France, comme vous pouvez le deviner, est le co-organisateur de cette conférence, à l'invitation d'ONU Femmes, l'agence de l'ONU qui est en charge du droit des femmes. ONU Femmes a proposé à la France et au Mexique de co-organiser et co-présider cette grande conférence internationale. La France accueillera pendant quatre jours, c'est un engagement du président Emmanuel Macron, qui n'arrive pas dans un vide total puisque le président Emmanuel Macron a engagé une diplomatie féministe, nous sommes le troisième État au monde, après la Suède et le Canada, à avoir décidé de mettre en place une diplomatie féministe. Cela correspond aussi à tout le travail engagé depuis trois ans, à la fois au niveau national et au niveau international, puisque l'égalité entre les femmes et les hommes est à la fois une grande cause nationale du quinquennat mais aussi la grande cause mondiale du président Emmanuel Macron qui s'est engagé pour faire de l'égalité femmes-hommes un critère indispensable de notre politique étrangère mais aussi pour aller convaincre les autres États et les autres chefs d'État et de gouvernement de s'engager et de faire de l'égalité femmes-hommes une priorité. Cela correspondra évidemment à notre diplomatie que nous connaissons depuis trois ans et correspond aux combats menés par la France aujourd'hui dans toutes les enceintes multilatérales et internationales pour faire respecter les droits des femmes. Nous faisons face, il faut le dire, à une contestation des droits des femmes, à un mouvement de régression mené par un certain nombre d'organisations et d'États conservateurs, qui s'affichent ouvertement comme conservateurs, pour une politique contre les droits des femmes et les progrès en matière des droits des femmes. Et la France est en première ligne contre

ce mouvement organisé, elle mène le contre-mouvement progressiste, libéral, en faveur des droits, qui sont tout simplement inscrits dans les conventions et dans les textes internationaux, pour faire en sorte que ces droits ne soient pas reniés, ne soient pas refoulés et que nous les appliquions tels que tous les États membres qui en font partie.

AC : On le sait, le combat ne peut être mené sans l'implication de la société civile, est-ce que vous pourriez nous dire un mot de l'implication de cette société civile dans le cadre du Forum ?

DO : Oui, effectivement, son rôle est un petit peu particulier, ce n'est pas un G7, ce n'est pas un sommet de chefs d'État, c'est vraiment un forum qui implique la société civile dans toutes ses composantes dès en amont de l'organisation du Forum. Nous avons mis en place une structure de gouvernance, un comité de pilotage, un comité exécutif et toutes ces instances font la part belle à la société civile, qui est associée dès le début dans la conception, l'organisation, la réalisation des objectifs du Forum. La société civile sera aussi très présente lors du forum à Mexico et à Paris puisqu'à Paris, nous accueillerons entre 6 000 et 7 000 participants dont 5 000, c'est-à-dire la grande majorité, seront des participantes et des participants de la société civile, en grande majorité venus des pays du sud. Ils auront donc la représentativité et la représentation de la société civile au sein du Forum, puisqu'ils seront numériquement majoritaires par rapport aux chefs d'État mais aussi des présidents des grandes organisations internationales. Nous aurons de nombreuses entreprises et organisations du secteur privé très engagées, les instituts de recherches et les think tanks comme la Fondation Jean-Jaurès, le monde universitaire, le monde de la culture et des arts seront très présents à Paris, nous en sommes très fiers, c'est très important car les droits des femmes ne concernent pas que les engagements des chefs d'État mais de toute la société pour les porter et pour arriver à nos objectifs en 2025, il faudra évidemment ce portage de la société civile.

AC: Merci beaucoup Delphine O, la Fondation Jean-Jaurès, comme vous l'avez dit fait partie de la société civile et nous serons fortement impliqués avec nos partenaires dans le cadre du Forum Génération Égalité. Merci beaucoup pour votre éclairage.